



Coopérons dès l'École

ASSOCIATION DEPARTEMENTALE O.C.C.E. DE PARIS

Association Loi 1901
Siège social : 149, rue de Vaugirard
75015 PARIS

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 août 2025

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**



ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE O.C.C.E. DE PARIS

Association Loi 1901
Siège social : 149, rue de Vaugirard
75015 PARIS

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 août 2025

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'assemblée générale,

Impossibilité de certifier

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, il nous appartient d'effectuer l'audit des comptes annuels de l'Association Départementale de l'O.C.C.E de Paris relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous sommes dans l'impossibilité de certifier que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice. En effet, en raison de l'importance des points décrits dans la partie « Fondement de l'impossibilité de certifier », nous n'avons pas été en mesure de collecter les éléments suffisants et appropriés pour fonder une opinion d'audit sur ces comptes.

Fondement de l'impossibilité de certifier

Conformément à ses statuts, votre association « a pour objet de permettre et de favoriser à tous les degrés, dans les écoles et les établissements laïques d'enseignement et d'éducation du département la création de coopératives scolaires et de foyers coopératifs ». Les « *coopératives scolaires* » et les « *foyers coopératifs affiliés* » sont des regroupements de membres actifs qui n'ont pas d'autonomie juridique. Ils tiennent obligatoirement une comptabilité qui forme un chapitre spécial de la comptabilité d'ensemble de l'association. Ces mêmes statuts imposent la présentation de comptes annuels du « *siège départemental* » de l'association et de comptes annuels agrégés intégrant l'ensemble des « *coopératives scolaires* », les « *foyers coopératifs affiliés* » et le « *siège départemental* ».

Au cours de notre audit, nous avons fait les constatations suivantes :

- L'annexe des comptes annuels agrégés rappelle que 59 sur les 660 coopératives scolaires et foyers coopératifs ne tiennent pas leur comptabilité sur le logiciel préconisé Retkoop ;
- En l'absence de moyens suffisants, notamment en personnels salariés ou bénévoles et plus généralement financiers, le nombre de contrôles sur pièces de comptes rendus financiers réalisés par votre siège départemental n'est pas assez significatif au regard du nombre total de coopératives et foyers coopératifs affiliés.

En raison des faits exposés ci-dessus et bien qu'aucune anomalie n'ait été relevée dans les comptes annuels du « *siège départemental* », nous sommes dans l'impossibilité de certifier les comptes annuels agrégés de l'association.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que nous ne formulons pas d'appréciation complémentaire aux points décrits dans la partie « Fondement de l'impossibilité de certifier ».

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels appellent de notre part les mêmes constatations que celles formulées dans la partie « Fondement de l'impossibilité de certifier ».

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'effectuer un audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises et d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Fait à Boulogne, le 14 janvier 2026

audit france

Commissaire aux Comptes

Représenté par Christophe Rambeau
Commissaire aux Comptes

BILAN DE L'ASSOCIATION

OCCE DE PARIS

ACTIF	31.08.2025			31.08.2024	PASSIF	31.08.2025	31.08.2024
	Brut	Amort. & Dépréciat°	Net				
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles					Fonds propres (avant affectation)	605 149	541 793
Terrains					Report à nouveau	3 146 993	3 015 034
Constructions					Résultat de l'association	-23 422	195 314
Matériels d'activités	587	587			Subventions d'investissement		
Autres immobilisations corporelles	91 839	74 763	17 076	19 398	Total	3 728 719	3 752 141
Immobilisations en cours					FONDS DEDIES ET PROVISIONS		
Autres prêts et titres immobilisés	31		31	31	Fonds dédiés	48 000	
Dépôts et cautionnements					Provisions pour risques		
Total	92 457	75 350	17 107	19 429	Provisions pour charges	46 075	42 910
					Total	94 075	42 910
ACTIF CIRCULANT					DETTES		
Stocks	3 360		3 360	2 217	Emprunts et dettes assimilées		
Coopératives et usagers divers					Fournisseurs	10 843	7 874
Comptes courants OCCE					Dettes fiscales et sociales	19 013	23 104
Autres créances (dont erreurs débitrices)	243		243	2 500	Comptes courants OCCE	12 572	119
Charges constatées d'avance	24		24	33	Autres dettes (dont erreurs créditrices)	39 876	19 089
Trésorerie	3 884 363		3 884 363	3 821 058	Produits constatés d'avance		
Total	3 887 990		3 887 990	3 825 808	Total	82 303	50 185
TOTAL	3 980 446	75 350	3 905 097	3 845 236	TOTAL	3 905 097	3 845 236

COMPTE DE RESULTAT DE L'ASSOCIATION

OCCE DE PARIS

	2024/2025	2023/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations perçues	4 928 224	4 759 854
Ventes de produits	1 490 826	1 624 850
Prestations de service et animations	411 272	548 359
Subventions d'exploitation	691 186	648 357
Dons et Mécénat		
Contributions financières	435 726	549 968
Reprises sur dépréciations et provisions		
Produits des cessions d'immobilisations		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	271 187	16 265
Total	8 228 422	8 147 653
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de fournitures à céder	762 951	819 557
Variation des stocks de fournitures à céder	-1 143	209
Autres achats et charges externes	6 308 399	6 422 898
Aides financières	344 660	378 646
Impôts et taxes	913	869
Salaires	58 245	53 815
Cotisations sociales	23 430	19 888
Cotisations reversées	152 240	142 526
Dotations aux amortissements (siège) et gros équipement (CRFs)	156 499	143 729
Dotations aux dépréciations		
Dotations aux provisions	3 165	4 432
Valeurs comptables des immobilisations cédées		
Reports en fonds dédiés	48 000	
Autres charges	454 530	1
Total	8 311 888	7 986 572
RESULTAT D'EXPLOITATION (I)	-83 466	161 081
PRODUITS FINANCIERS		
Produits des placements	69 793	97 632
Reprises sur dépréciations et provisions		4 205
Total	69 793	101 837
CHARGES FINANCIERES		
Charges financières		
Dotations aux dépréciations et provisions		
Total		
RESULTAT FINANCIER (II)	69 793	101 837
RESULTAT COURANT (I + II)	-13 673	262 918
Produits exceptionnels		303 906
Charges exceptionnelles		357 388
RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)		-53 482
Impôts sur les bénéfices	9 749	14 122
RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)	-23 422	195 314
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature et prestations en nature		
Bénévolat	429 275	529 962
Total	429 275	529 962
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens et prestations en nature		
Personnel bénévole	429 275	529 962
Total	429 275	529 962

ANNEXE DE L'ASSOCIATION

OCCE DE PARIS

Du bilan de l'association de l'exercice clos le 31 août 2025. L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1er septembre au 31 août. Les notes suivantes font partie intégrante des comptes annuels de l'association.

L'association départementale O.C.C.E. a pour objet de *“permettre et de favoriser à tous les degrés dans les écoles et les établissements laïques d'enseignement et d'éducation, la création de coopératives scolaires et de foyers coopératifs (sociétés d'élèves gérées par eux-mêmes avec le concours des adultes en vue d'activités communes) qu'elle regroupe”*.

Les comptes annuels de l'association sont l'agrégation :

- des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) du siège départemental,
- des comptes annuels simplifiés (bilan et compte de résultat) des coopératives et foyers coopératifs affiliés du département (les statuts de l'association stipulent que chaque coopérative ou foyer coopératif affilié est tenu d'établir, tous les ans, un compte rendu financier et un compte rendu d'activités).

Les données caractéristiques sont :

	Exercice clos	Exercice précédent
Total du bilan :	3 905 096,63 €	3 845 236,25 €
Résultat de l'exercice :	-23 422,27 €	195 313,88 €
Nombre de coopératives et foyers attendus :	660	659
dont coopératives et foyers agrégés :	660	659
dont coopératives et foyers non agrégés :	0	0
Nombre de coopérateurs :	112 926	116 014
Heures de bénévolat du siège départemental	2 475	2 475
Heures de bénévolat déclarées par les mandataires	13 135	16 796
soit un équivalent temps plein de (1 820 h)	9	11 personne(s).
soit une valorisation du bénévolat de : nb d'heures * 27,50 € (a)	429 275 €	529 962 €

(a) Sur la base d'un coût de poste annuel de 50 K€ (charges sociales comprises) soit 27,50 €/heure.

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'exercice s'inscrit dans la continuité de l'exercice précédent.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2022-06 de l'ANC.

2.1 Méthodes comptables appliquées par le siège départemental de l'association

Conformément aux principes comptables généralement admis, le siège tient une comptabilité d'engagement :

- les immobilisations sont inscrites au bilan et sont amorties en mode linéaire sur la durée de vie probable des biens,
- les stocks sont inscrits à l'actif du bilan dès lors qu'ils sont significatifs,
- les charges à payer et les produits à recevoir, charges et produits constatés d'avances sont pris en compte.

2.2 Méthodes comptables appliquées par les coopératives scolaires et foyers coopératifs

Les coopératives scolaires tiennent une comptabilité de trésorerie et non d'engagement :

- les immobilisations (investissements) sont comptabilisées directement en charges,
- les éventuels stocks de fin d'exercice ne sont pas inscrits au bilan,
- les charges à payer et les produits à recevoir ne sont pas comptabilisés.

2.3 Retraitements d'agrégation

Les cotisations collectées par les coopératives scolaires et reversées au siège départemental ont été éliminées, les autres opérations entre le siège et les coopératives, peu significatives, n'ont pas été annulées et concernent principalement :

- les produits pour cessions achetées par les coopératives scolaires au siège départemental,
- les prestations de services fournies par le siège départemental aux coopératives scolaires.

De même, les éventuelles opérations entre coopératives scolaires, jugées non significatives, n'ont pas été éliminées.

3. CHANGEMENTS DE METHODES

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

4. NOTES SUR LE BILAN

Fonds associatif :	Il représente les résultats antérieurs cumulés du siège départemental.		
Report à nouveau :	Il représente les résultats antérieurs cumulés des C.R.F. agrégés.		
Résultat exercice :	-23 422,27	<div> <div>dont</div> <div>dont</div> </div>	<div> <div>18 596,83 pour le siège départemental</div> <div>-42 019,10 pour les C.R.F. agrégés</div> </div>
Autres créances :	243,02	<div> <div>dont</div> <div>dont</div> </div>	<div> <div>243,02 pour le siège départemental</div> <div>pour les CRF agrégés correspondant aux écarts débiteurs C.R.F. agrégés.</div> </div>
entre total actif et total passif constatés dans			
Les sources de ces écarts n'ont pas pu être toutes expliquées au jour de l'établissement des comptes annuels.			
Autres dettes :	39 875,81	<div> <div>dont</div> <div>dont</div> </div>	<div> <div>39 875,81 pour le siège départemental</div> <div>pour les CRF agrégés correspondant aux écarts créditeurs C.R.F. agrégés.</div> </div>
entre total actif et total passif constatés dans			
Les sources de ces écarts n'ont pas pu être toutes expliquées au jour de l'établissement des comptes annuels.			
Trésorerie :	3 884 362,77	<div> <div>dont</div> <div>dont</div> </div>	<div> <div>779 389,35 pour le siège départemental</div> <div>3 104 973,42 pour les C.R.F. agrégés,</div> </div>
soit en moyenne environ			
			4 704,51 par C.R.F. agrégé.

5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Dotation amortissements et gros équipement :	156 499,15	<div> <div>dont</div> <div>dont</div> </div>	<div> <div>4 703,91 pour le siège correspondant aux amortissements</div> <div>151 795,24 pour les CRF agrégés correspondant aux investissements</div> </div>
soit en moyenne environ			
Total des produits :	8 298 214,42	<div> <div>dont</div> <div>dont</div> </div>	<div> <div>229,99 par C.R.F. agrégé.</div> <div>725 000,93 pour le siège départemental</div> </div>
soit en moyenne environ			
Total des charges :	8 321 636,69	<div> <div>dont</div> <div>dont</div> </div>	<div> <div>7 573 213,49 pour les C.R.F. agrégés,</div> <div>11 474,57 par C.R.F. agrégé.</div> </div>
soit en moyenne environ			
Résultat net moyen :			<div> <div>706 404,10 pour le siège départemental</div> <div>7 615 232,59 pour les C.R.F. agrégés,</div> </div>
soit en moyenne environ			
			11 538,23 par C.R.F. agrégés
			-63,67 par C.R.F. agrégé.

6. EFFECTIF SALARIE OU MIS A DISPOSITION

Type de contrat	Exercice clos	Exercice précédent
Personnel mis à disposition par le Ministère de l'Education Nationale		
Personnel enseignant, détaché par la Fédération OCCE	1,0	1,0
Personnel de droit privé (animateur), détaché par la Fédération OCCE		
Personnel salarié par l'association départementale	1,0	1,0
Total	2,0	2,0

7. AUTRES INFORMATIONS

Afin d'appréhender les relations entre le siège départemental et les coopératives, les informations suivantes sont fournies :

En nombre	Exercice clos	Exercice précédent
Outil préconisé pour la tenue comptable des coops : Retkoop		
. Coopératives utilisant l'outil préconisé (en nombre)	601	557
. Coopératives utilisant l'outil préconisé (en %)	91%	85%
CRF visés par des "vérificateurs aux comptes"	660	659
Coopérative / foyer contrôlé par le siège	289	250
Coopérative / foyer participant à la mutualisation de la trésorerie	660	659
Part en % de la mutualisation conservée par le siège	100%	100%
Séances de formation comptable, juridique et informatique organisées pour les mandataires	20	20
Participants aux séances de formation (estimation)	200	200

BILAN DU SIEGE DEPARTEMENTAL

OCCE DE PARIS

ACTIF	31.08.2025			31.08.2024	PASSIF	31.08.2025	31.08.2024
	Brut	Amort. & Dépréciat°	Net				
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles					Fonds propres (avant affectation)	605 149	541 793
Terrains					Résultat du siege de l'association	18 597	63 356
Constructions					Subventions d'investissement		
Matériels d'activités	587	587			Total	623 745	605 149
Autres immobilisations corporelles	91 839	74 763	17 076	19 398	FONDS DEDIES ET PROVISIONS		
Immobilisations en cours					Fonds dédiés	48 000	
Autres prêts et titres immobilisés	31		31	31	Provisions pour risques		
Dépôts et cautionnements					Provisions pour charges	46 075	42 910
Total	92 457	75 350	17 107	19 429	Total	94 075	42 910
ACTIF CIRCULANT					DETTES		
Stocks	3 360		3 360	2 217	Emprunts et dettes assimilées		
Coopératives et usagers divers					Fournisseurs	10 843	7 874
Comptes courants OCCE					Dettes fiscales et sociales	19 013	23 104
Autres créances	243		243	2 500	Comptes courants OCCE	12 572	119
Charges constatées d'avance	24		24	33	Autres dettes	39 876	19 089
Trésorerie	779 389		779 389	674 065	Produits constatés d'avance		
Total	783 016		783 016	678 815	Total	82 303	50 185
Total	875 473	75 350	800 123	698 244	Total	800 123	698 244

OCCE DE PARIS

	2024/2025	2023/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations perçues	237 145	243 629
Ventes de produits	118	506
Prestations de service et animations	28 170	28 274
Subventions d'exploitation	385 577	353 950
Dons et Mécénat		
Contributions financières	4 197	5 121
Reprises sur dépréciations et provisions		
Produits des cessions d'immobilisations		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	2	16 265
Total	655 208	647 744
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de fournitures à céder	375	743
Variation des stocks de fournitures à céder	-1 143	209
Autres achats et charges externes	57 357	69 581
Aides financières	344 660	378 646
Impôts et taxes	913	869
Salaires	58 245	53 815
Cotisations sociales	23 430	19 888
Cotisations reversées	156 948	141 837
Dotations aux amortissements	4 704	2 082
Dotations aux dépréciations		
Dotations aux provisions	3 165	4 432
Valeurs comptables des immobilisations cédées		
Reports en fonds dédiés	48 000	
Autres charges	1	1
Total	696 655	672 104
RESULTAT D'EXPLOITATION (I)	-41 447	-24 359
PRODUITS FINANCIERS		
Produits des placements	69 793	97 632
Reprises sur dépréciations et provisions		4 205
Total	69 793	101 837
CHARGES FINANCIERES		
Charges financières		
Dotations aux dépréciations et provisions		
Total		
RESULTAT FINANCIER (II)	69 793	101 837
RESULTAT COURANT (I + II)	28 346	77 478
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)		
Impôts sur les bénéfices	9 749	14 122
RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)	18 597	63 356
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature et prestations en nature		
Bénévolat	68 063	68 063
Total	68 063	68 063
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens et prestations en nature		
Personnel bénévole	68 063	68 063
Total	68 063	68 063

Au bilan et au compte de résultat du **siège départemental** de l'exercice clos le 31 août **2025**, qui dégage un excédent de **18 596,83 €**. L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1^{er} septembre au 31 août.

0 - PREAMBULE

Conformément aux statuts de l'association départementale, les comptes annuels du siège départemental doivent être présentés à l'assemblée générale. Cependant le siège départemental n'a pas de personnalité juridique distincte de l'Association Départementale. Le siège départemental est une composante de l'association départementale comme les coopératives scolaires et foyers coopératifs du département affiliés à l'OCCE. Les notes et tableaux ci-après, font partie intégrante des comptes annuels du siège départemental de l'association.

I - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

L'exercice se situe dans la continuité de l'exercice précédent.

II - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2022-06 de l'ANC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. L'amortissement des biens non décomposables est pratiqué sur la durée d'usage, sans rechercher la durée d'utilisation. Sauf exception, les créances et dettes ont des échéances à moins d'un an. Les avances aux coopératives dont l'échéance est supérieure à un an sont comptabilisées en immobilisations financières. Les cotisations des adhérents sont comptabilisées lors de l'appel de cotisation.

Changement de méthode comptable : Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent

III - NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

1. Immobilisations incorporelles et corporelles

a) Tableau de variation des immobilisations

Valeurs brutes	Début	Acquisitions	Diminutions	Fin
Matériel d'activités	587,00			587,00
Agencements & aménagements divers	49 153,14			49 153,14
Matériel informatique	54 167,37	2 382,23	24 111,62	32 437,98
Mobilier de bureau	10 247,79			10 247,79
Total	114 155,30	2 382,23	24 111,62	92 425,91

b) Acquisitions et désinvestissements de l'exercice

Acquisition matériel radio PILI	2 382,23	
Mises au rebut de 10 matériels informatiques		24 111,62

c) Tableau de variation des amortissements

Amortissements	Taux linéaires	Début	Dotations	Reprises	Fin
Matériel d'activités	33% à 20%	587,00			587,00
Agencements & amén. divers	10%	49 153,14			49 153,14
Matériel informatique	33%	34 769,60	4 703,91	24 111,62	15 361,89
Mobilier de bureau	20%	10 247,79			10 247,79
Total		94 757,53	4 703,91	24 111,62	75 349,82

2. Immobilisations financières

Parts sociales CREDIT MUTUEL ENSEIGNANT	15,00
Parts sociales CASDEN	15,85
	30,85

3. Stocks

Livrets + agendas coops	3 360,40 €
-------------------------	------------

4. Coopératives et usagers divers

Néant

5. Comptes courants OCCE (débiteurs)

Néant

6. Autres créances

Indemnités Journalières de Sécurité Sociale	243,02
---	--------

7. Charges constatées d'avance

Livres THEA	23,50
-------------	-------

7. Trésorerie

PARTS SOCIALES BRED Siège	100 774,90
PARTS SOCIALES CREDIT MUTUEL ENSEIGNANT	50 550,00
PLACEMENTS LE CONSERVATEUR	105 692,39
PLACEMENTS SPIRICA	83 056,44
CREDIT MUTUEL ENSEIGNANT – Objectif Environnement 20183905	9 803,91
CREDIT MUTUEL ENSEIGNANT – Tonic 20183912	10 000,00
BRED Compte à terme	50 000,00
BRED SIÈGE	184 928,61
CRÉDIT MUTUEL ENSEIGNANT	10 725 19
BRED REGIE	1 906,37
BRED Placement	38 071,70
CREDIT MUTUEL ENSEIGNANT – Livret Bleu 20183907	84 925,48
Intérêts courus à recevoir	48 933,12
CAISSE	<u>21,24</u>
	779 389,35

IV - NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

1. Fonds propres

Les fonds propres sont le cumul des résultats du siège départemental depuis la création de l'association.

2. Fonds dédiés

	Début	Dotations	Reprises	Fin
Cité Edicative du 18ème		48 000,00		48 000,00
Total		48 000,00		48 000,00

3. Provisions

	Début	Dotations	Reprises (*)	Fin
Engagement de retraite du personnel (1)	42 910,05	3 164,62		46 074,67
Provisions pour charges	42 910,05	3 164,62		46 074,67
Total	42 910,05	3 164,62		46 074,67

Dotations / reprises d'exploitation

(1) Conformément au règlement CNC n°2003-R.01 et à la convention collective de l'Animation, la provision pour indemnités de départ à la retraite représente 1/4 de mois de salaire par année de présence pour l'ensemble des salariés en CDI ayant plus d'un an d'ancienneté et 1/3 de mois de salaire au-delà de 10 d'ancienneté, avec des charges patronales de 50%, sans actualisation, ni application d'un coefficient de rotation du personnel. Les éventuels changements de temps de travail au cours de la carrière des salariés ne sont pas pris en compte dans le calcul de la provision.

4. Emprunts et dettes assimilées

néant

5. Fournisseurs

Fournisseurs, factures non parvenues (Audit France, Ville de Paris)	10 842,69
---	------------------

6. Dettes fiscales et sociales

Congés payés	3 679,78
Urssaf	2 247,00
Mutuelle	71,04
Retraite complémentaire	665,09
Prévoyance	68,74
Charges sur congés payés	1 628,44
Prélèvement à la source	305,00
Uniformation	598,59
Impôt sur les produits financiers	<u>9 749,00</u>
	19 012,68

7. Comptes courants OCCE (créditeurs)

Publication fédérales	469,02
Fonds de solidarité	<u>12 102,98</u>
	12 572,00

8. Autres dettes

Cité Educative 18 – Solde	2 064,93
DASCO – Solde	26 461,00
ERASMUS à reverser	<u>11 349,88</u>
	39 875,81

9. Produits constatés d'avance

néant

V - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1. Cotisations

COTISATIONS	Exercice clos	Exercice précédent
Nombre de coopérateurs	112 926	116 014
Cotisation nationale par coopérateur	1,28 €	1,22 €
Cotisation départementale par coopérateur	0,82 €	0,88 €
COTISATIONS PERCUES DES COOPERATIVES	237 144,60	243 629,40
Cotisations versées à la Fédération	144 545,28	141 537,00
COTISATIONS REVERSEES A LA FEDERATION	144 545,28	141 537,00

2. Subventions d'exploitation

NATURE	Exercice clos	Exercice précédent
Subvention AESN	181 440,00	131 040,00
Subvention Cité Educative du 18è	95 911,00	47 282,00
Subvention DASCO	80 000,00	80 000,00
Subventions ERASMUS +	3 673,80	70 696,80
Maires arrondissements	13 052,00	13 133,85
Subventions Rectorat	10 000,00	10 000,00
Fondation Seligmann	1 500,00	1 797,00
Total	385 576,80	353 949,65
Dont versées aux coopératives	300 419,80	324 692,65

3. Contributions financières

Contributions Union Régionale IDF	1 224,21
Contributions Fédération OCCE	<u>2 972,92</u>
	4 197,13

4. Aides financières

Aides financières octroyées aux coops	43 132,00
Aides financières octroyées à la Fédération	1 108,00
Subventions reversées aux coops	<u>300 419,80</u>
	344 659,80

5. Produits et Charges exceptionnels

Néant

VI- AUTRES INFORMATIONS

1. Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Pour satisfaire à l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, il est indiqué qu'aucune rémunération n'a été versée au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants (président, trésorier et secrétaire général).

2. Engagement de crédit-bail et locations de longue durée

néant

3. Autres engagements hors bilan

Il n'existe aucun engagement (cautions, gages, hypothèques) accordé par le siège départemental.

4. Contributions volontaires en nature

a) Mise à disposition de personnels (hors M.A.D.) ou de moyens techniques

Le siège départemental bénéficie de la mise à disposition à titre gratuit, par la mairie de Paris, d'un local situé au 149 rue de Vaugirard 75015 PARIS.

La valeur locative des locaux municipaux est de 38 043 €. Cette valeur est calculée selon les surfaces mises à disposition (article 5 de la convention du 16/06/2016 : 112 m² pondérés à 91 m²) et par la valorisation des locaux mis à disposition des associations - Mars 2018 - secteur Necker (sous-sol 168 €/m², étage 281 €/m², rdc 253 €/m²).

b) Bénévolat

Le bénévolat du siège départemental représente environ 2 475 heures de travail valorisées à 68 063 € sur la base d'un coût de poste de 50 K€/an (charges sociales comprises), soit 27,50 €/heure.

5. Mutualisation de la trésorerie des coopératives et foyers coopératifs

Une mutualisation des comptes bancaires des coopératives scolaires affiliés et de celui du siège départemental a été mise en place avec la Banque BRED suivant une convention en date du 31/12/1996. La mutualisation des comptes se traduit par l'utilisation du compte BRED OCCE 75 PLACEMENTS, centralisant les avoirs des coopératives qui font l'objet de placements sous forme de placements à terme, parts sociales ou sur livrets. Les plus-values, sont créditées sur le poste principal, nettes des agios débiteurs et des commissions. Les commissions sont calculées sur la base des taux d'intérêt des placements à terme, des parts sociales ou des livrets. Les plus ou moins-values dégagées sont versées en fin d'exercice ou d'année civile au siège départemental.

A la clôture, les avoirs mutualisés sont placés sur des parts sociales BRED (2 482 K€) qui ne sont pas inscrits dans les comptes du siège départemental.

	Exercice clos	Exercice précédent
Nombre de comptes mutualisés	656	656
Montant des intérêts acquis par l'AD (avant impôts)	69 793 €	97 632 €
Montant des impôts dus par l'AD	9 749 €	14 122 €
Montant des intérêts acquis nets après impôts	59 724 €	83 510 €
Pourcentage perçu par le siège	100%	100%